



PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

DU 21 SEPTEMBRE 2023

Etaient présents :

MM. ALLIRAND, BRETON, GONCALVES, GONTIER, LOUESDON, MARCHANDISE,
MICHEL, PERROCHON, RIO,
MMES AB DER HALDEN, CONNETABLE, EL AMRI, PUYGUIRAUD, VIEILLY, WETZ.

Absents excusés : M. BAUDOUÏ,
Mme VASSEUR

Absents : M. VERENNEMAN, Mme BOURION

Pouvoir : M. BAUDOUÏ à M. LOUESDON
Mme VASSEUR à M. MICHEL

Désignation d'un(e) secrétaire de séance

M. GONCALVES est élu secrétaire.

La séance est ouverte à 20h31, par le Maire Laurent LOUESDON. Le quorum étant atteint le Conseil Municipal peut valablement délibérer.

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 09 JUIN 2023

Le Conseil Municipal approuve à l'unanimité le procès-verbal de la séance du 09 juin 2023.

DECISION :

MARCHE DE TRAVAUX DE RENOVATION DU RESEAU D'ECLAIRAGE PUBLIC ET DE REFECTION DES TROTTOIRS ET DES VOIRIES RUE DU PARC.

Les travaux vont débuter dans la semaine du 25 septembre, rue du Parc et voies adjacentes, et devraient durer environ 4 mois. Pour rappel, le programme consiste au remplacement de l'éclairage public par un éclairage LED et une réfection et requalification partielle de la voirie et des trottoirs. Les luminaires sont équipés d'une technologie Bluetooth qui permettra de gérer un abaissement.

Cela permettra de supprimer un compteur et un contrat d'abonnement d'électricité.

P-M. MICHEL demande quelles subventions ont été demandées pour ce programme. Le Maire répond qu'au niveau de la voirie, c'est la triennale accordée par le Département et au niveau éclairage, c'est la DSIL (Dotation de Soutien à l'Investissement Local) de l'Etat. Cela représente 35 à 40% de subvention. La circulation sera maintenue ainsi que la collecte des ordures ménagères et une base vie sera installée rue du bois Divernet.

Le Maire de la Commune de LA QUEUE LEZ YVELINES,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2122-22 qui autorise le Conseil Municipal à déléguer au Maire certaines de ses attributions,

Vu la délibération n°2020/14 du conseil Municipal du 23 mai 2020 donnant délégation au Maire, et notamment l'article 22,

Considérant l'offre la mieux-disante faite par la société TERIDEAL pour le lot 1 (Réfection de l'éclairage public) et par la société COLAS pour le lot 2 (réfection trottoirs et voiries),

DECIDE

Article 1 :

De conclure entre la commune de La Queue Lez Yvelines et :

pour le lot 1, la société TERIDEAL, située 4 Boulevard Arago à WISSOUS (91320)

et pour le lot 2, la société COLAS située ZAC du Trianon, 3 rue Camille Claudel VILLEPREUX (78450)

le marché concernant les travaux de rénovation du réseau d'éclairage public et de réfection des trottoirs et des voiries pour la rue du Parc et ses annexes.

Article 2 :

Le montant estimé du marché avec la société TERIDEAL se monte à 209 008,50 € HT, soit 250 810,20 € TTC.

Le montant estimé du marché avec la société COLAS se monte à 399 944,02 € HT, soit 479 932,82 € TTC, pour le marché de base + options 1 et 2.

Article 3 :

Il sera rendu compte de la présente décision en conseil municipal lors de sa prochaine réunion.

Demande de subvention au Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse pour la réalisation de plantations en bordure des terrains du stade de la Butte des Moulins.

J-M. ALLIRAND rappelle que ce programme doit permettre de planter des haies derrière les clôtures du stade ainsi qu'une plantation le long de la noue. Cela représente 118 nouveaux arbres et arbustes avec une quinzaine d'essences locales. Le montant de la subvention pourrait être de 40 à 50% du montant global.

Le Maire de la Commune de LA QUEUE LEZ YVELINES,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2122-22 qui autorise le Conseil Municipal à déléguer au Maire certaines de ses attributions,

Vu la délibération n°2020/14 du conseil Municipal du 23 mai 2020 donnant délégation au Maire, et notamment l'article 22,

Considérant que la commune de La Queue Lez Yvelines possède à son entrée ouest sur la rue Nationale un complexe sportif composé d'un stade de football et de 3 courts de tennis, et de quelques bâtiments réservés aux sportifs et associations.

Considérant que la commune a réalisé dernièrement des travaux de couverture de l'un des courts de tennis, et de transformation d'un terrain de tennis en 2 terrains de padels et que la dernière phase de l'aménagement consistera à paysager les « bulles » du tennis et des padels, afin de dissimuler ces grandes surfaces claires.

Considérant que pour clore le projet, il a été convenu d'effectuer des plantations d'arbres/arbustes afin d'intégrer l'ensemble.

VU la possibilité de demander une subvention au Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse pour la fourniture de végétaux et les travaux de plantation, aide 2.2/2.3 « Mise en valeur paysagère des espaces publics » au taux de 70% pour la végétation et 40% pour les travaux

DECIDE

Article 1 :

DE SOLLICITER une subvention au Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse pour ces travaux au taux maximum.

DE S'ENGAGER :

- A financer la part de l'étude restant à sa charge,
- A réaliser l'opération sous maîtrise d'ouvrage communale,
- A ne pas démarrer les travaux avant la notification de la subvention.

Article 2 :

Il sera rendu compte de la présente décision en Conseil Municipal lors de sa prochaine réunion.

Acquisition d'un bien par voie de préemption

La commune souhaite appliquer son droit de préemption sur un terrain de 2900m² situé rue du Président Coty. Dans le contexte d'évolution du groupe scolaire cette parcelle permettra de répondre aux besoins du périscolaire et aussi la création, conservation d'une bulle verte de fraîcheur avec ou sans square pour les enfants.

P-M. MICHEL demande si le financement est bien direct et quelles sont les conséquences sur les futurs projets.

Le Maire rappelle que la commune a la capacité financière de réaliser cet achat sans recourir pour le moment à l'emprunt. Pour les autres projets il faudra prendre en compte cette dépense, revoir probablement leur périmètre, considérer un phasage des réalisations et se garder la possibilité de faire un emprunt dans le futur. C'est du foncier pour la commune.

La commission urbanisme s'est réunie récemment pour parler des 2 grands projets à venir (centre-bourg et écoles) et a conclu d'en revoir les priorités et le phasage.

Le Maire de la Commune de LA QUEUE LEZ YVELINES,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2122-22 qui autorise le Conseil Municipal à déléguer au Maire certaines de ses attributions,

Vu la délibération n°2020/14 du conseil Municipal du 23 mai 2020 donnant délégation au Maire, et notamment l'article 19,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 210-1, L 211-1 et suivants, L 213-1 et suivants, R 213-4 et suivants, R 211-1 et suivants, et L 300-1,

Vu la délibération n°2014/02 du conseil municipal du 27 janvier 2014 instituant un droit de préemption urbain sur le territoire de la commune de La Queue Lez Yvelines,

Vu la déclaration d'intention d'aliéner enregistrée en mairie sous le n°746/2023, reçue le 27 mai 2023, adressée par maître Stéphane HADJAJE domicilié 11 Grande rue à Houdan, notaire mandaté par les consorts Vaudin, en vue de la cession moyennant le prix de **450 000€** d'une propriété sise à La Queue Lez Yvelines cadastrée section S569 au 27 rue du Président Coty, d'une superficie totale de 28a 90ca,

Vu le courrier remis par pli d'huissier le 26 juillet 2023 demandant des documents complémentaires (article L. 111-6-2 du code de la construction) et l'organisation d'une visite pour le 09 août 2023,

Vu l'estimation du service des Domaines en date du 11 août 2023,

Considérant que la commune doit acquérir ce terrain pour constituer une réserve foncière en vue de permettre la réalisation d'un espace de loisirs en face du groupe scolaire pour les enfants de la commune.

DECIDE :

Article 1er : d'acquérir par voie de préemption un bien situé à La Queue Lez Yvelines cadastrée section S569 au 27 rue du Président Coty, d'une superficie totale de 00ha 28a 90ca, appartenant aux consorts Vaudin.

Article 2 : que la vente se fera au prix de **450 000€ (quatre cent cinquante mille euros)**, ce prix étant conforme à l'estimation du service des Domaines, assortie d'une marge.

Article 3 : qu'un acte authentique constatant le transfert de propriété sera établi dans un délai de trois mois, à compter de la notification de la présente décision.

Article 4 : que le règlement de la vente interviendra dans les 4 mois, à compter de la notification de la présente décision.

Article 5 : que le maire est autorisé à signer tous les documents nécessaires à cet effet. Les crédits suffisants sont inscrits au budget de la commune.

DELIBERATION :

N°2023/19 : Acquisition amiable d'une parcelle

Le Maire rappelle la description du terrain et la problématique du site avec la tension sur le stationnement. Un premier parking a été aménagé par la mairie mais des places de stationnement dans la rue ont encore été supprimées suite à des divisions de terrain. L'acquisition d'un terrain en triangle à l'entrée du chemin des Perruches, de 506m² est proposée à 130.900€ permettant l'implantation d'une douzaine de places de stationnement. Au lieu de la préemption, une procédure amiable a pu être trouvée avec le propriétaire.

J. WETZ demande si ce terrain est constructible. Le Maire répond que oui.

P-M. MICHEL suppose que les travaux coûteront dans les 70 000€ et que l'opération reviendrait donc à 200 000€. Il trouve que le terrain reste cher. Le Maire et J. GONTIER ne partagent pas cet avis en le comparant au prix du marché immobilier constaté.

P-M. MICHEL demande si une nouvelle sortie coté école est envisagée

Le Maire précise que cela est au choix de l'équipe éducative, deux entrées pourraient être compliquées pour leur fonctionnement et le parvis actuel est bien adapté.

Le Maire développe la cohérence du projet de l'achat qui permet d'accueillir le fort trafic des parents aux heures de pointe et aussi d'accueillir les prochains usagers de la future salle sportive.

Une réglementation devra être envisagée.

Le Maire expose au conseil que les parcelles de terrain sis 3 rue de la Roseraie, cadastrées S14 (375m²), S278 (108m²) et S273 (23m²) d'une superficie totale de 506m² sont à vendre. Ces terrains sont situés près du groupe scolaire, dans le cadre du projet de création des réserves foncières et compte-tenu des caractéristiques de ces parcelles qui permettront à la commune la réalisation d'aménagement de places de stationnement notamment en période scolaire.

Vu l'article L 1111-1 du code général de la propriété des personnes publiques (CG3P), qui permet aux communes d'acquérir à l'amiable des biens et des droits à caractère mobilier ou immobilier.

Vu l'inscription au budget 2023 du montant nécessaire à l'acquisition

Vu l'estimation du bien réalisée par le service des Domaines,

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé du Maire, à l'unanimité :

l'autorise à faire toutes les diligences nécessaires pour aboutir à l'acquisition de ces terrains pour un prix maximum de :

130 900€ ;

Désigne maître Stanislas SEGUIN, notaire chez ALPHA NOTAIRES, 5 avenue du château 94 300 VINCENNES pour élaborer les documents nécessaires à cette acquisition.

N°2023/20 : Décision modificative n°1

La dépense de l'achat de la parcelle n'était pas prévue quand le budget a été voté. Il est donc nécessaire d'affecter les crédits aux articles concernés.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant que des crédits portés à certains articles sont insuffisants dans la section dépenses d'investissement,

Le Maire propose de modifier le budget en section d'investissement.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité de virer les crédits comme définis ci-dessous :

Dépenses d'investissement (Immobilisations corporelles)

2111 : + 450 000 €

Dépenses d'investissement (Immobilisations en cours)

2313 : - 450 000 €

Précise que les dépenses et recettes seront imputées sur le budget général 2023 de la commune.

N°2023/21 : CREATION D'EMPLOI

Le Maire rappelle à l'assemblée :

Conformément à l'article L313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Technique.

La délibération doit préciser :

- le(s) grade(s) correspondant(s) à l'emploi créé.

- le motif invoqué, la nature des fonctions, le niveau de recrutement et de rémunération de l'emploi créé, s'il s'agit d'un emploi de non titulaire créé en application de l'article L332-8 du code précité,

Considérant le tableau des emplois adopté par le Conseil Municipal par délibération n°2020/08 du 05 mars 2020,

Considérant la nécessité de créer un emploi d'adjoint technique, en raison de l'embauche d'un agent non-titulaire pour assurer les missions d'ATSEM au sein de l'école maternelle de la commune.

Le Maire propose à l'assemblée,

NON TITULAIRES

- **la création d'un emploi d'adjoint technique**, en raison de l'embauche d'un agent non-titulaire, à temps complet, pour exercer les fonctions d'ATSEM.

Les candidats devront justifier d'un CAP et, ou d'une expérience professionnelle d'au moins 3 ans.

Le tableau des emplois des non titulaires est ainsi modifié à compter du 21 septembre 2023 :

Emploi(s) : **FILIERE TECHNIQUE** – poste d'adjoint technique catégorie C :

- ancien effectif : 7

- nouvel effectif : 8

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité

DECIDE : d'adopter la modification du tableau des emplois *proposée*.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans les emplois seront inscrits au budget, chapitre 012.

N°2023/22 : AVIS CONCERNANT LE RAPPORT DU SIAB SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF POUR L'EXERCICE 2022

A. GONCALVES présente le rapport que les conseillers ont tous reçu par mail.

Le coût de l'assainissement est de 2,30€/m³, cela représente 90km de réseau sur 6 communes.

La conformité par rapport au standard attendu est de 100% ce qui permet de prétendre à une prime d'épuration de la part de l'agence de l'eau.

Il n'y a pas de grands travaux prévus, mais un point de vigilance doit se faire concernant la détection des microplastiques. Peut-être équiper de nouveaux filtres pour supprimer ces résidus. Il n'y a pas encore de réglementation sur ce sujet.

P-M. MICHEL demande s'il existe un projet d'utilisation des eaux traitées. A. GONCALVES rappelle qu'en France cela ferait baisser les cours des eaux or nos eaux sont déjà en tension, il y avait moins de 2m³/seconde pour la Mauldre cet été. La canicule ne permet pas cela.

Le Maire, concernant non pas l'assainissement mais la gestion de l'eau potable, aimerait que soit porté au SIRYAE le manque de réactivité du prestataire en charge du réseau lors de fuite dans la commune. Sur les 3 dernières semaines, il y a eu plusieurs canalisations qui ont cédé. Le Maire constate que les temps d'intervention sont très variables. Même si en effet, une gestion se fait sur l'urgence de chaque avarie, le temps de prise en charge paraît parfois incompréhensible.

Le Syndicat Intercommunal d'Assainissement du Breuil (**SIAB**) publie un rapport relatif au prix et à la qualité du service de l'assainissement collectif.

Le Maire rappelle que le code général des collectivités territoriales impose, par ses articles D.2224-1 à D.2224-5, de réaliser un rapport annuel sur le prix et la qualité du service d'assainissement collectif.

Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 12 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération.

Ce rapport est public et permet d'informer les usagers du service.

Après présentation dudit rapport, le conseil municipal, adopte à l'unanimité le rapport annuel sur le prix et la qualité du service d'assainissement collectif 2022.

Ce dernier sera transmis au contrôle de légalité avec la présente délibération.

N°2023/23 : Recensement de la population : fixation de la rémunération des agents recenseurs et création des postes

Pour les petites communes, le recensement de la population se fait tous les 5 ans.

Le Maire rappelle que le recensement est primordial pour les communes. Les données du recensement servent à définir une cartographie de notre commune qui est utilisée notamment dans la définition des ratios de subventions, dotations.... Il est obligatoire pour les habitants, et est soumis à amende. Les résultats de ce recensement seront effectifs en 2027 pour la commune. C'est très important.

A. BRETON précise que c'est déclaratif et pas lié aux régimes fiscaux.

Le Maire précise que l'on peut faire sa déclaration par internet. Le taux de retour par ce biais est de 70%. Un élu ne peut pas être agent recenseur. Le Maire indique que le conseil municipal aura

l'occasion de reparler de ce sujet et qu'une campagne de communication devra accompagner le recensement.

L'INSEE donne une allocation qui représente 40 à 50% du coût pour la commune.

Idéalement, il faudrait recruter 6 à 7 agents recenseurs. Il est donc nécessaire de créer ces emplois et celui du coordinateur communal pour mener cette opération.

Une discussion est engagée sur le tarif par feuille distribuée et sur la gratification pour les retours.

A. Marchandise propose de tarifier la feuille à 4€ et 2€ par retour.

J-M. ALLIRAND rappelle que les districts doivent être équivalents en termes de difficulté.

La proposition retenue par le conseil municipal est de rémunérer à 5€ la feuille de logement et de rajouter 1€ à chaque feuille remplie par l'habitant.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 3,

Vu la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et notamment son titre

Vu le décret n°2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population,

Vu le décret n°2003-561 du 23 juin 2003 portant répartition des communes pour les besoins de recensement de la population,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents non titulaires,

Vu le tableau des effectifs,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité,

DECIDE

la création d'emplois de non titulaires en application de l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi précitée, pour faire face à des besoins occasionnels ou saisonniers à raison de 7 emplois d'agents recenseurs non titulaires, à temps non complet, pour la période allant du 18 janvier au 17 février 2024, ainsi que les jours de formation en amont.

la création d'un emploi de coordinateur communal de l'enquête de recensement pour l'année 2024.

FIXE la rémunération des agents recenseurs à :

- 5 € la feuille de logement,

- 50 € la journée de formation,

- 50 € la tournée de reconnaissance,

Fixe la mise en place d'une prime de 1€/feuille de logement retournée remplie par l'habitant.

DIT que le coordinateur pourra récupérer le temps passé sur ses missions en heures de récupération (en jours de congés)

Dit que pour les fonctionnaires pouvant bénéficier des IHTS (Indemnité Horaires pour Travaux Supplémentaires), la rémunération pourra être versée sous cette forme.

CHARGE le Maire de procéder à toutes les démarches relatives à l'organisation et au bon déroulement de l'enquête de recensement et de nommer par arrêté le coordonnateur de l'enquête, son adjoint et les agents recenseurs.

Les crédits seront prévus au budget primitif 2024.

N°2023/24 : Adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M57 abrégée au 1^{er} janvier 2024

En application de l'article 106 III de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent, par délibération de l'assemblée délibérante, choisir d'adopter le cadre fixant les règles budgétaires et comptables M57 applicables aux métropoles.

Cette instruction, qui est la plus récente, la plus avancée en termes d'exigences comptables et la plus complète, résulte de la concertation étroite intervenue entre la Direction générale des collectivités locales (DGCL) et la Direction générale des finances publiques (DGFIP), les associations d'élus et les acteurs locaux. Destinée à être généralisée, la M57 deviendra le référentiel de droit commun de toutes les collectivités d'ici au 1^{er} janvier 2024.

Reprenant sur le plan budgétaire les principes communs aux trois référentiels M14 (communes et établissements publics de coopération intercommunale), M52 (départements) et M71 (régions), elle a été conçue pour retracer l'ensemble des compétences exercées par les collectivités territoriales. Le budget M57 est ainsi voté soit par nature, soit par fonction, avec une présentation croisée pour les collectivités de plus de 3500 habitants.

Le référentiel budgétaire et comptable M57 étend à toutes les collectivités les règles budgétaires dont bénéficient déjà les régions, offrant une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires, et notamment, en ce qui concerne les collectivités de moins de 3500 habitants :

- en matière de gestion pluriannuelle des crédits : possibilité d'adopter un règlement budgétaire et financier, pour la durée du mandat, préalable permettant à la collectivité d'opter pour le régime des autorisations de programme et autorisations d'engagement des métropoles, et à l'organe délibérant de voter des autorisations de programmes ou d'engagement pour dépenses imprévues dans la limite de 2% des dépenses réelles de chacune des sections ;

- en matière de fongibilité des crédits : faculté pour l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder à des mouvements de crédits entre chapitres (dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, et à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel).

VU l'article 106 III de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),

Le conseil municipal décide, après en avoir délibéré à l'unanimité

article 1: d'adopter, à compter du 1^{er} janvier 2024, la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57 abrégée moins de 3 500 habitants, pour le budget principal de la ville de La Queue Lez Yvelines,

article 2: d'autoriser le Maire à signer tout document permettant l'application de la présente délibération.

N°2023/25 : Avenant au contrat de prévoyance collectif de maintien de salaire de la MNT

La dégradation des risques incapacité et invalidité sur les dernières années impacte le contrat de prévoyance.

Cela conduit à une augmentation de la cotisation pour les agents de la Queue Lez Yvelines à compter du 1^{er} janvier 2024.

Il est proposé d'autoriser le Maire à signer l'avenant au contrat de prévoyance collectif de maintien de salaire, afin de permettre aux agents concernés de conserver leur mutuelle.

Vu la loi du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites,

Vu le contrat (n°5622) de prévoyance collective-maintien de salaire signé le 9 décembre 2002,

Vu la demande de la Mutuelle Nationale Territoriale (M.N.T) pour changer les conditions générales du contrat de prévoyance collective et modifier le taux de cotisation à 1,40% au lieu de 1,26%,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'autoriser le Maire à signer l'avenant au contrat de prévoyance collectif de maintien de salaire, afin de permettre aux agents concernés de conserver leur mutuelle.

N°2023/26 : Vente d'une partie de parcelle Z29 à la SNCF

Vu les articles L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales stipulant que le Conseil Municipal règle par délibération les affaires de la commune,

Vu les articles L.2241-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales précisant que le Conseil Municipal délibère sur la gestion des biens et les opérations immobilières effectuées par la commune, que toute cession d'immeubles ou de droits réels immobiliers par une commune de plus de 2 000 habitants donne lieu à délibération motivée du conseil municipal portant sur les conditions de la vente et ses caractéristiques essentielles, que le Conseil municipal délibère au vu de l'avis de

l'autorité compétente de l'Etat et que cet avis est réputé donné à l'issue d'un délai d'un mois à compter de la saisine de cette autorité,

Considérant que par délibération n°2021/06 du 18 mars 2021 la vente de la parcelle cadastrée section Z numéro 29 pour une surface d'environ 700 m² à 1,67€/m² a été validé,

Considérant que la surface exacte est de 404 m² et non 700 m², il convient de délibérer sur le bon montant de cette vente à la SNCF.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité

- accepte de vendre la parcelle de terrain de 404 m² à détacher de la parcelle référencée n°29 section Z située à la « Maréchalerie » sur la Commune de La Queue Lez Yvelines pour un montant de 1,67 €/m² soit 674,68€, arrondi à 675€, à la SNCF,

- autorise le maire à signer tous les documents relatifs à ce dossier et notamment l'acte notarié.

Le choix du géomètre chargé du document d'arpentage ainsi que tous les frais concernant la transaction (géomètre, enregistrement, notaire...) seront entièrement à la charge de l'acheteur.

COMMISSIONS :

Evènementiel : P. VIEILLY

Petit retour en arrière sur ce qui s'est passé depuis fin août :

- la « Caravane Ile de France » qui a fait un carton plein (présence des enfants du centre de loisirs et des enfants de la commune),
- le forum s'est très bien passé et les associations sont satisfaites de leurs inscriptions
- la journée du patrimoine est le seul bémol ayant dû être annulée du fait que le conférencier n'a pas pu être présent pour raison de santé

La Commission s'est réunie et travaille sur de nouveaux projets.

Les dates à retenir dès à présent sont :

- Samedi 30/09 : apéro-concert au Foyer de la Bonnette avec la Barbacane
- Samedi 07/10 : match d'improvisation théâtrale au Foyer de la Bonnette (gratuit)
- Samedi 09/12 : solstice d'hiver à venir avec nouveau conte pyrotechnique.

Le Maire tient à souligner le travail fait par la commission ainsi que le temps consacré par P. VIEILLY à différentes prises de contact, recherches ... qui nous ont permis de pouvoir proposer sur le territoire des animations gratuites soutenues ou initiées par la Région et/ou le Département.

Cadre de vie : J-M. ALLIRAND

Une demande de financement est en cours de réalisation concernant les deux grands projets de la commune : le groupe scolaire et le centre-ville.

En partenariat avec le cabinet d'architecte « le28 » pour le groupe scolaire : l'avant-projet est un peu plus cher que le projet de base. La commission propose de réduire le projet à la marge pour ne pas le dénaturer.

En partenariat avec « les Rondeaux » pour le centre-ville : il est envisagé de phaser le projet, et de se limiter dans un premier temps à la réalisation de la première phase.

Pour la Bonnette, les travaux engagés, permettant une meilleure régulation du chauffage, seront bientôt terminés. JM. ALLIRAND espère un retour sur les prochaines factures.

Les plantations au stade de la Butte des Moulins devraient être réalisées à la fin de l'hiver 2023.

Le Maire indique qu'il est constaté un stationnement de véhicules lourd voir super lourd sur le territoire. Ces stationnements s'accompagnent d'empiétement sur les trottoirs, d'une gêne à la circulation, et nuisent aux revêtements... Aussi, la commune travaille sur la prise prochaine d'un arrêté interdisant le stationnement des poids lourds de plus de 7,5t sur le territoire communal.

Enfance : M. PUYGUIRAUD

La rentrée s'est bien passée. Les élections des parents d'élèves se dérouleront entre le 13 et le 14 octobre. Le centre de loisirs a un nouveau directeur Vicente MIEZI.

Un CMJ se tiendra samedi 23 septembre prochain. Il reste un an de mandat aux jeunes conseillers.

C.C.A.S. : M. PUYGUIRAUD

3 jeunes se sont présentés pour le remboursement du Pass Navigo remboursé à hauteur de 50€ pour les nouveaux bacheliers.

La sortie des anciens des plus de 70 ans aura lieu le 6 octobre en Touraine.

Josette WETZ signale la vente du livre de Rolland Gleize (15€ au profit du CCAS).

Communication : A. GONCALVES

Le bulletin de l'été a bien été distribué à tous, un flash est en cours.

Illiwap s'enrichit de nouvelles fonctions, nous avons actuellement 1 079 abonnés.

Le panneau d'affichage lumineux est non opérationnel. Le prestataire indique que le logiciel n'est plus maintenu et une difficulté pour disposer de pièces détachées.

TOUR DE TABLE :

P-M. MICHEL informe que la brocante de planète cœur s'est bien passée. Malgré la très forte chaleur, il y a eu beaucoup de visiteurs.

Il souhaite un bon vote pour dimanche aux sénatoriales.

Le maire déplore des dégradations sur le domaine public tout comme la présence de dépôts sauvages. Cette semaine encore ; c'est le bloc de panneau d'entrée de village, route de Boissy qui été dégradé. La réparation de toutes ces dégradations est couteuse pour la commune.

L'ordre du jour étant épuisé et plus aucune question n'étant posée, le Maire, remercie l'assemblée et lève la séance à 22h59.